

POUVOIR D'ACHAT

La Fédération des consommateurs tire la sonnette d'alarme

Le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), M. Zakî Hariz, a tiré, hier, la sonnette d'alarme, et interpelle les autorités concernées quant à «la situation pénible que vivent les citoyens financièrement, notamment ceux issus de la catégorie des faibles revenus».

Intervenant lors d'une conférence de presse qui a porté sur la rentrée sociale, le pouvoir d'achat et l'économie domestique, à l'hôtel Jardy à Bab Ezouar, à Alger, M. Hariz a affirmé qu'*«il est inadmissible que le pouvoir d'achat des citoyens se dégrade d'une manière aussi rapide, au su et à la vue du gouvernement, représente respectivement par les ministères du commerce, des finances, de la solidarité nationale, ainsi que du ministère de l'intérieur».* Il faut, selon lui, *«entreprendre le plus rapidement possible des solutions bien étudiées et claires, pour régler le problème de l'incapacité financière des citoyens, marquée par un pouvoir d'achat très faible».* Dans ce contexte, et concernant uniquement les préparatifs et les exigences de la rentrée scolaire, le président de la FAC affirme que les parents d'élèves en souffrent. *«Comment l'Etat accepte-t-il qu'il y ait en Algérie, en 2018, des fonctionnaires et des salariés qui touchent 8.000, 12.000 ou 18.000 DA, alors que le besoin d'un seul mem-*

bre de la famille dépasse mensuellement les 10.000 DA. Que pourra faire un père de famille de trois ou quatre enfants, pour répondre aux besoins de la scolarité, des habits et la nourriture de ces enfants, avec une paie de 15.000 ou 18.000 DA?», affirme M. Hariz. Par ailleurs, le président de la Fac a regretté la situation d'instabilité et de désorganisation totale que vit le commerce intérieur et extérieur en Algérie. *«Nous avons négligé à maintes reprises de réorganiser le marché algérien. Il est illogique que d'une part, nous parlons d'une économie du marché, et d'autre*

Les prix des véhicules sont passés de 1.000.000 DA et 1.500.000 DA, à 2.000.000 et 3.000.000 DA, soit 100 % d'augmentation.

part, l'informel et le monopole règnent sur les transactions commerciales», souligne-t-il, avant d'affirmer que *«le citoyen est pris en otage sur le marché».* *«Les prix des véhicules sont passés de 1.000.000 DA et 1.500.000 DA à 2.000.000 et 3.000.000 DA, soit 100 % d'augmentation. Le prix du carburant a aussi grimpé de plus de 40 %. Idem pour tant d'autres produits essentiels»,* note-t-il encore. D'autre part, le président de la Fédération algé-

rienne des consommateurs a jugé que toutes les mesures mises en place par le gouvernement ces dernières années, n'ont pas réglé le problème du pouvoir d'achat des citoyens. Ces mesures n'ont, selon lui, que «fait accroître la situation



de détresse», dit-t-il. *«Nous ne pouvons pas nier que le gouvernement a entrepris plusieurs mesures, telles que la rationalisation des dépenses, ainsi que les listes de produits interdits à l'importation pour régler le problème, mais malheureusement,*

ces mesures ont créé d'autres contraintes, telles que le monopole sur le marché, l'informel et la pénurie de plusieurs produits essentiels, surtout pharmaceutiques», a-t-il conclu.

Smail Mimouni